



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Conclave sur les retraites

Question au Gouvernement n° 789

Texte de la question

CONCLAVE SUR LES RETRAITES

Mme la présidente . La parole est à M. Gaëtan Dussaussy.

M. Gaëtan Dussaussy . Monsieur le premier ministre, dans quelques heures, le conclave sur les retraites prendra fin. Si, au Rassemblement national, nous sommes attachés au dialogue social, force est de constater que ce conclave s'est transformé en un véritable dialogue de sourds. Où est le dialogue quand des organisations syndicales et patronales ont claqué la porte des discussions ? Où est le dialogue quand, dès les premiers jours du conclave, on contraint les partenaires engagés dans ces échanges à ne pas mettre en cause la retraite à 64 ans ?

90 % des Français sont insatisfaits de la réforme des retraites ? Ce n'est pas votre problème ! 55 % des députés de cette assemblée ont été élus sur la promesse de son abrogation ? Ce n'est toujours pas votre problème ! Ce n'est pas votre problème car l'augmentation de l'âge légal de départ en retraite a toujours été au cœur du projet de la Macronie. Pour Édouard Philippe, c'est la retraite à 67 ans. Pour les députés macronistes, à 65 ans.

Je vous propose donc un petit exercice de mémoire : qui disait, le 25 avril 2019 : « Tant qu'on n'a pas réglé le problème du chômage dans notre pays, franchement, ce serait assez hypocrite de décaler l'âge légal » ? Réponse : c'est Emmanuel Macron ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*) Parmi les pays de l'UE qui ont le taux de chômage le plus élevé, la France occupe la cinquième position. Dans notre pays, un jeune sur six est au chômage ! Ce à quoi les Français assistent n'est plus un débat entre macronistes mais un véritable bal d'hypocrites.

Alors vivement, vivement la réforme de Marine Le Pen et de Jordan Bardella ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.* – Exclamations sur les bancs des groupes EPR et Dem.)

Notre réforme abroge la retraite à 64 ans. Notre réforme met le paquet sur les carrières longues, sur toutes ces femmes, sur tous ces hommes qui ont commencé à travailler avant 20 ans et ont cotisé – croyez-moi ! – bien plus longtemps que n'importe quel parlementaire sur ces bancs, sur tous ces Français qui, de la scierie à l'usine, de la ferme au chantier, usent leurs mains, usent leur tête, usent leur corps pour produire et créer de la richesse !

Notre réforme est une réforme de justice ! Elle fait le choix d'une jeunesse au travail et la récompense comme elle le mérite. Elle rend enfin aux Français les deux années volées par la Macronie !

Ma question est simple : monsieur le premier ministre, cesserez-vous de chercher à gagner du temps ? Quand abrogez-vous la retraite à 64 ans ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles.

Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles . Vous rappelez qu'au mois de février dernier, le premier ministre a souhaité confier aux partenaires sociaux un travail sur notre système de retraite : une négociation très importante, dont un élément constitutif est la capacité à se fonder sur des données factuelles, contenues dans le rapport remis par le premier président de la Cour des comptes. Depuis lors, une mission d'accompagnement, dirigée par Jean-Jacques Marette, a mené à bien ce travail. Je voudrais souligner l'engagement des partenaires sociaux – le Medef, la CPME mais aussi la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC – qui, au fil de six réunions de travail, négocient depuis le 5 juin.

Au moment où nous nous parlons, rien n'est encore acté. C'est la raison pour laquelle je ne me prononcerai pas sur l'état des travaux. Je vous dirai néanmoins une chose : l'usure, que vous évoquez, est précisément le sujet sur lequel travaillent l'ensemble des partenaires sociaux, car il est logique de se pencher sur l'usure professionnelle, tout comme il est logique d'étudier la place des femmes dans le monde du travail.

Nous ne devons cependant pas oublier que, depuis 2019, d'autres éléments doivent être pris en considération : le retour au plein emploi dans notre pays et le besoin de main-d'œuvre. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem. – Protestations sur les bancs des groupes RN et UDR.)*

M. Philippe Vigier . C'est bien !

M. Julien Odoul . Le prix de l'humour politique pour Mme Vautrin !

Mme Catherine Vautrin, ministre . Oui, mesdames et messieurs les députés, il s'agit d'un enjeu, tout comme la démographie de ce pays ! Nous avons besoin d'actifs ! Nous ne produisons pas sans les femmes et les hommes mobilisés pour l'activité. C'est aussi un enjeu majeur ! Voilà ce sur quoi il faut travailler : le respect de celles et ceux qui ont mené leur carrière et l'avenir de l'économie du pays ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem.)*

M. Philippe Vigier . Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Gaëtan Dussausaye](#)

Circonscription : Vosges (2^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 789

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, santé, solidarités et familles

Ministère attributaire : Travail, santé, solidarités et familles

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 juin 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 juin 2025